

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 304

MONTREAL, LE MERCREDI 3 JANVIER 1996

75c + TPS + TVQ / Toronto 1\$

PERSPECTIVES

Révélatrices inforoutes

L'année 1995 aura sans doute été l'année des autoroutes de l'information. Du moins, c'est au cours des 12 derniers mois que nos gouvernements, à Québec comme à Ottawa, dans la foulée des initiatives européennes et américaines, ont pris en chemin le train électronique. Les gouvernements fédéral et provincial s'en remettent tous les deux en grande partie au secteur privé pour le déploiement des réseaux. Mais les débats qui ont été lancés autour des inforoutes par les comités consultatifs Johnston et Berlinguet, ainsi que lors des audiences du CRTC, ont révélé à quel point, surtout dans un petit pays comme le Canada (*a fortiori* dans un marché restreint comme le Québec), les États ont un rôle crucial à jouer.

En sus, les discussions sur les autoroutes de l'information ont fait émerger des enjeux que l'on avait, dans bien des cas, négligés ou oubliés. L'enjeu démocratique, en premier lieu, le droit à l'information, la protection de la vie privée à l'ère électronique, la fragilité de nos institutions culturelles, la place du français dans les sciences, la modernisation des systèmes d'éducation. Donnons trois exemples:

■ l'accès à l'information. Tous les politiciens qui en parlent s'entendent à ce sujet: il faut éviter qu'avec le déploiement des réseaux électroniques — qui donnent accès, du bout des doigts, à des puits de connaissance — se développe une société à deux vitesses, constituée d'une part par ceux qui savent et détiennent ainsi un pouvoir sur les autres (les inforiches) et ceux qui n'y ont pas accès et qui subissent (les infopauvres). Il y a ici un danger, celui de confondre droit à l'information et droit d'accès aux inforoutes. Internet ne remplacera jamais la bibliothèque municipale. En outre, avec des taux d'analphabétisme et de technophobie importants, sans parler des coûts des appareils, il faudra toujours s'assurer que l'information gouvernementale reste accessible à l'ensemble des citoyens par divers moyens, autant sur papier que sur des réseaux électroniques. Il faut éviter que l'abonnement à un réseau devienne une condition d'exercice de ses droits civils.

■ la fragilité de nos institutions culturelles. On aurait beau brancher tout le monde, c'est la qualité du contenu de ce qu'on trouvera sur ces inforoutes qui en déterminera le succès. Au Canada et au Québec, les gouvernements sont en train de priver nos principales institutions productrices de contenu — qu'il s'agisse de l'Office national du film, des musées nationaux, de Radio-Canada ou de Radio-Québec — des moyens de produire, en quantité et en qualité, les contenus désirés. Certes, on peut, comme le suggèrent des comités consultatifs, s'en remettre aux petites firmes privées de production multimédia. Mais à l'heure où se créent, aux États-Unis, de gigantesques conglomérats, le déploiement des inforoutes, qui constituent de nouveaux et puissants réseaux de diffusion de la culture, jette une lumière crue sur les conséquences néfastes du démantèlement ou de l'affaiblissement de nos institutions culturelles nationales.

■ le français sur les inforoutes. Le Québec a une préoccupation pour la présence du français sur les réseaux électroniques. Les nouvelles technologies pourraient d'ailleurs être un outil qui en favoriserait la diffusion grâce au traitement automatique des langues. Mais que révèle l'absence de français sur les réseaux actuels? Elle révèle la faiblesse relative de la science francophone, ou du moins de ses réseaux de diffusion. Pour l'heure, l'un des contenus les plus utilisés sur les réseaux comme Internet est celui que l'on trouve dans les universités, les banques de données, les centres électroniques de documentation. Ce contenu est essentiellement scientifique. Or, 80 % des 4000 publications scientifiques les plus importantes dans le monde sont contrôlées par des anglophones. En outre, alors que les trois quarts de la recherche mondiale se faisaient en Europe en 1914, il n'y en avait plus que le quart en 1989, la part du lion revenant aux Américains. Toute réflexion sur la présence du français sur les inforoutes nous entraîne à réfléchir sur la place du français dans les sciences et sur la vigueur de nos propres politiques scientifiques.

Ce ne sont que quelques sujets de réflexion suscités par le déploiement des inforoutes. Il est à la mode de suggérer que le Québec traîne la patte dans ce domaine. Il s'agit d'un jugement trop rapide. D'une part, il y a des firmes privées dynamiques qui créent du contenu. Le gouvernement a finalement mis en place une structure de coordination qui semble partir sur le bon pied, enfin. Les consommateurs sont curieux et ils sont nombreux à s'abonner au réseau Internet. Le ministère de l'Éducation est sur la voie d'une réflexion sur l'intégration des réseaux électroniques à l'école. Les musées publics sont regroupés dans un projet novateur. En outre, il ne sert à rien de se précipiter tête baissée. Ce n'est pas parce qu'on va vite que l'on progresse, si la direction choisie est la mauvaise. S'il faut rester lucide et alerte devant les développements mondiaux, il faut aussi conserver une dose de sagesse qui ne nous fasse pas escamoter les réflexions nécessaires et, dans bien des cas, trop longtemps négligées.

Michel Venne vient de publier *Ces fascinantes inforoutes*, un essai diagnostic sur le déploiement des autoroutes de l'information, aux éditions de l'Institut québécois de recherche sur la culture.

INDEX	MÉTÉO
AgendaB7	Montréal
Avis publicsB6	Ciel variable. 40 %
ClasséesB3	de possibilité de
CultureB8	faible neige.
ÉconomieB2	Max: -17
ÉditorialA6	Québec
Le mondeB5	Ensoleillé le matin.
Mots croisésB3	Ciel variable
Les sportsB6	par la suite.
	Max: -17
	Détails en B 3

L'ENTREVUE

Ray Bonneville: mille métiers et le blues

PAGE B 1



LE MONDE

Les Serbes «retiennent» des civils bosniaques

PAGE B 5

LES ACTUALITÉS

L'année 1995 vue par Chapleau

PAGE A 5



Bouchard ne doit pas déclencher d'élections avant 18 mois, croit Dumont

Le chef de l'ADQ promet d'aider le gouvernement à relancer l'économie

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Mario Dumont travaillera la main dans la main avec Lucien Bouchard à la réalisation de son plan de relance de l'économie québécoise. Il lui promet son entière collaboration.

Dans une entrevue au *Devoir*, le chef de l'ADQ s'est dit confiant que le successeur de Jacques Parizeau réussira à redresser les finances publiques et à mettre de

l'ordre dans le gouvernement. «On va pousser pour que ça se réalise le plus vite possible.»

Dans cette optique, Mario Dumont souhaite que le futur premier ministre ne déclenche pas d'élections générales avant 1997. Il lui suggère plutôt de s'en tenir dans l'immédiat à la formation d'un bon gouvernement, d'assurer la stabilité politique, de se donner un plan d'action, de mettre en veilleuse les débats constitutionnels et de se consacrer à la gestion des affaires de l'État, au moins pour les 18 prochains mois.

Dans cet esprit d'étroite collaboration, Mario Dumont accepterait-il un poste de ministre si jamais l'offre se présentait? Posée à trois reprises, la question n'a jamais obtenu un «non» catégorique. Le partenaire de la coalition référendaire s'est plutôt limité à énumérer les difficultés d'une telle association politique, faisant valoir que l'adaptation à la culture péquiste serait difficile, que les priorités sont différentes et que les divergences de vues sont

VOIR PAGE A 8: DUMONT

L'impuissance



PHOTO PC

ABATTU, un pompier du Service des incendies de Laval assiste à la fin des opérations que lui et ses collègues ont effectuées, hier matin, pour éteindre un violent incendie qui s'est déclaré au 5070, boulevard Samson, à Chomedey. Les occupants, Rita Trochagirian, 29 ans, Jean Manoukian, 52 ans, et leurs trois enfants, des jumeaux de cinq ans et un garçon de sept ans, ont tous péri asphyxiés. Il s'agit de l'incendie le plus meurtrier à survenir dans cette municipalité depuis trente ans. La police de Laval fera connaître les causes exactes du sinistre dans quelques jours. L'hypothèse d'un incendie criminel est pour le moment écartée. Nos informations en page A 2.

LES ACTUALITÉS

AT&T supprime 40 000 postes

PAGE A 8

L'actif de la Caisse dépasse les 50 milliards

Un rendement annuel de plus de 15% en 1995

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

L'a Caisse de dépôt et placement du Québec a révélé, hier, que son actif avait maintenant dépassé les 50 milliards et atteignait, au 31 décembre dernier, 51 milliards. Cette progression, qui marque sa trentième année d'existence, laisse entrevoir que la Caisse a réalisé un rendement annuel de plus de 15% en 1995.

L'an dernier à pareille date, la Caisse chapeautait un actif net de 44,86 milliards. Le «bas de laine des Québécois» a donc vu son actif s'accroître de 6,14 milliards en un an. Cet accroissement, une donnée que la Caisse n'a pas l'habitude de dévoiler à pareille date, laisse supposer un rendement annuel de plus de 15% si on présume que les dépôts de la Caisse ont effectué des retraits nets du même ordre que ceux de l'an dernier. En 1994, les dépôts avaient retiré globalement 1,165 milliard de plus que ce qu'ils avaient cotisé durant l'année. En 1993, ces retraits nets avaient été de 1,84 milliard, et en 1992, de 1,4 milliard.

En principe, la Caisse ne dévoile son rendement annuel ainsi que l'ensemble de ses résultats de nature publique qu'à la fin du mois de mars, au moment du dépôt de son rapport annuel à l'Assemblée nationale.

Ce rendement de plus de 15% devrait être un baume sur les résultats de l'an dernier, qui montraient un rendement négatif de 2,1%. L'ensemble des gestionnaires de caisses de retraite au Canada ont d'ailleurs connu une excellente année en 1995: la médiane de leurs rendements annuels se situe autour de 17%.

La Caisse a réussi à produire un rendement positif dans toutes les catégories d'actifs qu'elle gère, a-t-elle indiqué hier, soit pour ses portefeuilles d'actions canadiennes ou étrangères, son portefeuille d'obligations, celui des financements hypothécaires, ses actifs immobiliers, son portefeuille de valeurs à court terme et ses placements tactiques. «Les marchés dans les différentes catégories d'actif ont été positifs et ont été le principal facteur de croissance de l'actif», affirme le président du conseil et directeur général de la Caisse, Jean-Claude Scraire, dans un communiqué. L'an dernier, seuls les portefeuilles d'actions canadiennes, d'hypothèques et de valeurs à court terme, soit 38% seulement de son actif total, avaient affiché un rendement positif.

VOIR PAGE A 8: CAISSE

L'esprit de la lettre

Les maux du pouvoir et le pouvoir d'un mot

1996 sera l'année mondiale de l'élimination de la pauvreté. L'année des Nations unies pour la tolérance, elle, tire à sa fin. Le professeur Raymond Klibansky, de l'Université McGill, en a profité pour rééditer en français la *Lettre sur la tolérance* de John Locke, dont il a dirigé, à Montréal, pas moins de 26 éditions, en autant de langues, depuis quarante ans.

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

On ne le sait que trop: le siècle qui s'achève a été l'un des plus intolérants de l'histoire. Les damnés de notre temps de guerre et de sang forment un cortège de dizaines et de dizaines de millions d'individus assassinés, gazés, brûlés, avilis jusque dans leur mort et au delà encore. Le plus souvent, leur seul crime a été d'être né, d'avoir existé, pensé, aimé, autrement. Même en cette année de la tolérance qui vient de se terminer, de nombreux conflits, jusqu'en Euro-

pe, allongent l'interminable procession.

À quoi bon philosopher sur tout cela? «Parce qu'on ne peut pas négliger le pouvoir des mots et des idées», répond Raymond Klibansky, professeur émérite des universités Oxford (Angleterre), Heidelberg (Allemagne), et McGill (Montréal), philosophe de réputation mondiale, qui vient de fêter son 90^e anniversaire. Et c'est parce qu'il croit à cette puissance de la lettre et de l'esprit de la lettre que le professeur a préparé pas moins de 26 éditions de la

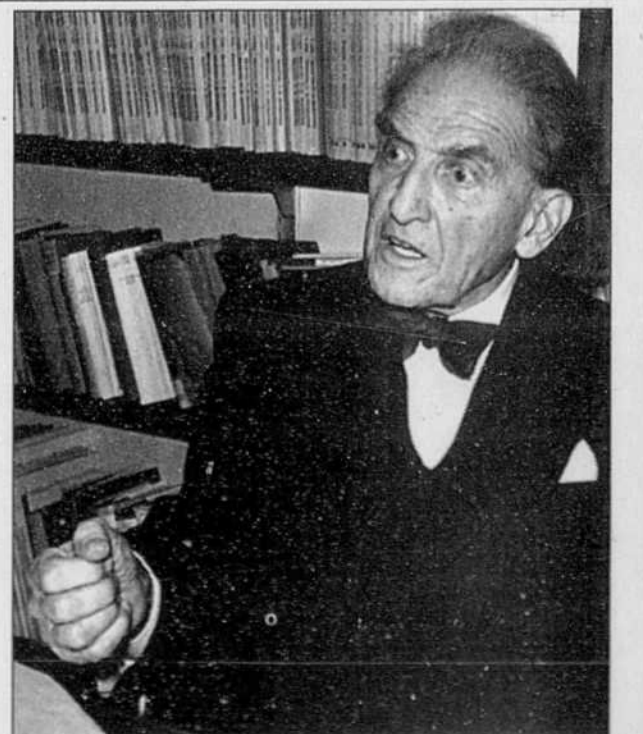


PHOTO ARCHIVES

Le professeur Raymond Klibansky.

VOIR PAGE A 8: LETTRE